

L'enjeu de l'identité numérique dans le monde agricole

TECH L'identité numérique d'une exploitation est devenue essentielle pour les agriculteurs qui veulent pouvoir exercer leur consentement et maîtriser l'usage de leurs données par les fournisseurs de services.

Dans le cadre du « RDV 360 Grand Est Bioéconomie, Territoires et numérique » et de l'opération « Un Homme, un jour », la Chambre régionale d'agriculture a organisé une conférence sur le thème : « L'identité numérique, sésame pour sécuriser l'usage de ses données agricoles ».

Le pouvoir aux utilisateurs

Pour Antoine Maisonneuve, directeur du programme Blockchain / identité numérique chez Orange Business Services, il existe différents enjeux en termes de sécurité numérique. « La réflexion porte à la fois sur l'exploitant et l'exploitation afin de tracer toutes les données et vérifier les ayants droit. Une Blockchain est un échange de preuves. Les identités y sont possédées par l'exploitant, et vérifiées par les preuves, offrant un haut niveau de sécurité. À tout moment, le pouvoir est détenu par les utilisateurs »

Antoine Maisonneuve souligne que le risque de fraude est mineur, d'autant qu'il existe un effet « gendarme » car chaque information engage la responsabilité juridique de celui qui l'insère dans la Blockchain.

En outre, le dispositif permet de limiter la charge administrative ce qui induit un sérieux gain de temps. Un QR code est utilisé comme identité numérique. Un des seuls obstacles réside dans « l'illettrisme numérique », à savoir, les personnes ne disposant pas de smartphone...



Antoine Maisonneuve, directeur du programme Blockchain / identité numérique chez Orange Business Services.

Chez Agdatahub (opérateur européen de plateformes de consentement et d'échanges de données), l'équipe de Sébastien Picardat, le directeur général, oeuvre concrètement. « Nous veillons sur l'interconnexion de 460 000 exploitations avec des partenaires comme des coopératives ou encore des banques, pour des échanges de confiance. L'utilisation des données est basée sur un contrat, nous fixons un objet et des conditions d'exécution. Nous avons fait le choix de nous appuyer sur des opérateurs européens face aux Gafam. Au sein de l'UE, la libre circulation des biens, des personnes et des services est assurée. Et ainsi, nous ajoutons une quatrième liberté relative aux données ! »

Cas concrets

Groupama bénéficie du label Data Agri, et a construit il y a trois ans une plateforme de service pour les ex-

ploitants. Le label, à travers de grands principes, encadre l'usage des données, en évitant de favoriser les concurrents. La plateforme de services permet par exemple de surveiller des sondes de fourrage en luttant contre les risques d'incendie. Groupama est dans ce cas présente pour de la prévention. La volonté est d'aider les agriculteurs dans le management de leurs exploitations.

À la Chambre d'agriculture régionale, le projet Harmony regroupe 25 partenaires et a été créé en fonction de besoins dans le domaine de l'élevage, un secteur très structuré. Il veille sur la confiance des échanges de données et leur valorisation. Il repose sur différents cas d'usages retenus pour travailler sur des thématiques particulières.

« Dans le cadre des échanges de données, nous créons des briques techniques qui peuvent être réutilisées dans d'autres conditions, et nous travaillons sur la problématique du routage, explique Benoit Dumet, chef de projet. Tout cela s'accompagne d'un projet d'Observatoire chargé d'analyser les données, et de la mise en place d'un Comité scientifique ».

Et Benoît Dumet de préciser : « Pour l'heure, nos travaux concernent l'élevage, mais plus tard, rien n'empêche une ouverture pour le monde agricole et viticole. » ■



Une table ronde à la fois technique et concrète.

par *Sasha Terguev*

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Le Grand Est, un acteur majeur

Sylvain Dorschner a rappelé que l'agence dont il est le directeur général (Grand Est E.NOV +) avait été créée récemment (janvier 2018). Cette agence d'innovation et de prospection internationale a notamment pour vocation de sensibiliser les entreprises à l'importance de l'innovation et les aide à intégrer les meilleures pratiques en la matière, en particulier pour les projets concernant la transformation numérique.

« Le plan IA (intelligence artificielle) date de 2019 et fonctionne en mode essai. Il aura un impact sur la filière agricole car les usages de l'IA permettront de gagner des parts de marché. Toutes les équipes des universités de la région sont mobilisées, car la recherche est essentielle. »

Les « 5 V » Sylvain Dorschner pointe le fait que la confiance doit être au cœur du dispositif d'utilisation du numérique notamment en termes de cyber sécurité et afin d'accompagner les usagers. « Il faut aller vers les entreprises concernées par ces changements. Nous évoluons dans un contexte d'explosion du volume des données. Les « 5 V » sont plus que jamais importants (Valeur, Volume, Vitesse, Véracité, Variété). Nous devons, avec tous les acteurs concernés, monter des systèmes qui fonctionnent ! »

Sur le plan humain, il convient de bâtir des communautés en tenant compte de la sécurité, de la confiance, de l'identité numérique et de la souveraineté. « Il ne s'agit pas d'un sujet théorique pour le Grand Est, mais au contraire de quelque chose de très pratique. Le bon sens paysan s'applique aussi au numérique ! », lance Sylvain Dorschner avec enthousiasme en guise de conclusion.

